

B10 – La leçon des législatives de juin 2022

Bonjour à toutes et à tous,

Après ceux de l'élection présidentielle du 25 avril 2022, les résultats chiffrés des élections législatives du 19 juin 2022 confirment et amplifient la progression de l'abstention, de l'abstention calculée par le ministère de l'intérieur, mais également et surtout, de l'abstention calculée par les vrais démocrates, c'est à dire le nombre de citoyens ayant droit au vote et qui ne se sont pas soumis au choix que le système leur proposait.

Car en effet, le terme abstention, comme j'ai déjà eu l'occasion de la rappeler, est un terme très précis qui désigne, selon la définition du dictionnaire, le fait de ne pas faire quelque chose de prévu, ou plus globalement le fait d'éviter de faire quelque chose.

Eh bien, dans le cas qui nous intéresse, faire quelque chose ou faire quelque chose de prévu (prévu par le pouvoir d'Etat), c'est se prononcer par le vote pour choisir les 577 membres de l'Assemblée Nationale, cad le groupuscule de citoyens chargés de faire les lois.

Ce qui signifie, en termes clairs que tous les citoyens ayant droit au vote et qui refusent volontairement de se prononcer (quelque soit le moyen, la méthode, le style qu'ils utilisent pour ne pas le faire), tous ces citoyens s'abstiennent.

Alors quel est le nombre exact des ces citoyens. Ce nombre est facile à calculer, par une simple soustraction accessible à tout élève de CM2, c'est bien entendu le nombre de citoyens ayant droit au vote défalqué du nombre de citoyens qui, d'une façon ou d'un autre ne se sont pas prononcés, cad dans le cas de l'élection législative du 19 juin 2022 qui n'ont pas déposé dans l'urne votative le nom d'un candidat, ou dit encore en d'autres termes : Qui n'ont voté pour aucun candidat.

Mais, afin de rendre son calcul encore plus facile, cette soustraction peut être simplifiée en soustrayant du nombre total des citoyens ayant droit au vote, le nombre total des citoyens ayant voté pour un candidat.

Le deuxième chiffre, celui du nombre total de citoyens ayant voté pour un candidat est fourni explicitement par le ministère de l'intérieur, (c'est qu'il nomme les suffrages exprimés), et pour les élections législatives du 19 juin dernier, il s'établit très exactement à 20 747 083

Le deuxième chiffre par contre est superbement ignoré par le ministère de l'intérieur, qui ne cite que les citoyens « inscrits sur les listes électorales » considérant sans doute que les citoyens qui refusent de s'inscrire sur les listes électorales sont des citoyens de deuxième zone et ne valent pas la peine d'être chiffrés.

Or, rien n'étant plus facile que de s'inscrire sur une liste électorale, il paraît bien évident que les citoyens qui ne s'inscrivent pas sur les listes électorales le font de façon consciente et volontaire, et il paraît également bien évident que cette non-démarche a une signification (=une équivalence) objective d'abstention, à défaut de témoigner d'une motivation profonde consciente, inconsciente ou subconsciente que chacun pourra interpréter à sa guise et en toute liberté d'opinion, si tant est que cette dernière existe encore.

Eh bien ce deuxième chiffre, celui des citoyens français ayant droit au vote, inscrits ou pas sur les listes électorales est de 54 814 126

Dans ces conditions la soustraction $54\ 814\ 126 - 20\ 747\ 083$ donne = 34 067 043 nombre réel des abstentionnistes, soit en pourcentage 62 %, ce qui place naturellement les abstentionnistes en situation de majorité absolue et écrasante.

Tout ceci est factuel, non contestable et tout à fait objectif.

Mais ce qui reste subjectif, toutefois, c'est la traduction politique de cette abstention massive, ou bien formulé autrement plusieurs questions :

1. y-a-t-il un message politique envoyé par ces abstentionnistes ?
2. si oui quel est ce message ?
3. Ce message est-il polymorphe ?
4. S'il revêt plusieurs formes, existe-t-il une forme commune, un plus petit commun dénominateur en quelque sorte à toutes ces formes d'abstention ?
5. Ce message commun, s'il existe, représente-il un danger pour le système oligocratique en place. (Je rappelle que le terme oligocratique n'est pas un terme péjoratif, mais qu'il désigne étymologiquement l'exercice du pouvoir effectif par un groupe restreint, ce qui très exactement la caractéristique du système politique représentatif actuel.)

Un premier élément de réponse nous est donné, précisément, par la façon dont le système en place comptabilise le résultat des élections en faisant en sorte de minimiser à chaque fois le nombre de ce qu'il appelle « abstentions », le réduisant par exemple à 26 125 307 « abstentionnistes labellisé ministère de l'intérieur au lieu des 34 067 043 abstentionnistes réels et citoyens.

Cette présentation fallacieuse, à défaut de preuve formelle, constitue un néanmoins un indice sérieux pouvant conduire à l'intime conviction que les abstentionnistes sont considérés, par le système, comme des résistants et qu'il convient d'occulter leur nombre par tous les moyens de communication

possibles.

Un deuxième indice important, c'est le positionnement bruyant et ostentatoire de l'un des apparatchik plus emblématiques du système oligocratique, Jean -Luc Mélenchon, qui tonnait encore quelques jours avant le deuxième tour des législatives à l'encontre des citoyens abstentionnistes: « votez n'importe quoi, mais allez voter »,

celui-là même qui a inscrit dans son programme le vote obligatoire pour tous et par la force des baïonnettes, afin, bien entendu, que le citoyen résistant au système n'ait plus aucun moyen de signifier son rejet des procédures oligocratiques,

car, rappelons-le encore une fois, et nous devons le rappeler autant de fois qu'il le faudra, que le vote blanc n'est que la manifestation d'un refus de choisir entre des candidats dont aucun ne vous convient, et ne signifie aucunement que vous rejetez le système dans son ensemble,

seul le non-déplacement en bureau de vote, ou encore mieux la non-inscription sur les listes électorales peut témoigner d'un rejet du système dans son ensemble, et notamment d'un rejet des procédures de votation que ce système propose.

La manœuvre d'oligocrates tels Mr. Mélenchon est claire : il s'agit de priver le citoyen résistant, le citoyen réellement insoumis de tout moyen de signifier son rejet du système et son aspiration à une autre forme d'organisation politique.

Mais qu'il s'agisse de la gauche, de la droite, ou du centre, et même en incluant tous les extrêmes divers et variés, nous constatons que tous les programmes sont identiques, se rejoignent et s'accordent sur un point essentiel, un point qui engage tout notre avenir de notre mode de vie : celui de la durabilité dans le temps, de notre mode de vie actuel.

C'est ainsi que tous ces programmes politiques affichent une foi indéfectible en cette durabilité de notre mode de vie, lui-même basé sur la croissance, croissance, qui ne peut qu'être durable,

durable, cad éternelle,

affirmation péremptoire et sans ambiguïté.

Or la réalité, soigneusement cachée par tous ces politiciens, c'est que croissance, qu'elle soit verte, jaune, bleue, blanc ou rouge n'est « pas » durable, elle est même déjà en train de s'arrêter, et la décroissance du système économique est déjà en marche,

La décroissance, c'est à dire la diminution des biens et des services produits par la société industrielle est inéluctable quoi qu'on fasse, et qu'on

le veuille ou non.

Ce déclin de notre mode de vie est tout simplement lié à la simple application des lois implacables de la physique dont le système croissanciste, capitaliste et oligocratique a cru pouvoir s'affranchir depuis environ 170 ans, à peine, cad depuis le début de ce qu'on a appelé la « révolution industrielle ».

Cette décroissance va être simultanée à la diminution de la disponibilité, cad à la raréfaction des ressources naturelles finies (énergétiques et minérales) qui constituent le fondement (et le carburant) de notre système économique.

Ainsi, faute de carburant, le moteur de la croissance va s'arrêter, mais cette réalité, cette vérité, aucun parti politique ne nous la dit et c'est sans doute, en grande partie, pour cette raison que, de plus en plus de citoyens se détournent des gesticulations politiciennes et s'abstiennent de jouer le jeu des élections oligocratiques.

Bien sûr, cette raison n'est pas toujours consciemment exprimée, mais il est probable que beaucoup de citoyens ressentent confusément cette évolution inévitable et se détournent de plus en plus des politiciens qui refusent de lancer l'alerte sur la décroissance inéluctable du système économique actuel.

Ce comportement citoyen, qui rejette les procédures électorales d'un système déjà condamné, doit encore s'amplifier.

Cette abstention massive, doit témoigner d'une défiance définitive envers la classe politique toutes tendances confondues et signifier que les hommes du pouvoir, et leurs opposants alternatifs, ont désormais perdu toute légitimité aux yeux du peuple souverain (c'est à dire majoritaire).

Mais perdre la légitimité, ce n'est pas perdre la légalité, et ces politiciens professionnels salariés du système oligocratique, bien que devenus illégitimes du point de vue du peuple souverain, resteront toutefois bien en place, et légalement rémunérés dans leurs fonctions respectives.

Alors que faire ?

A quoi s'abstenir peut-il bien servir, au bout du compte ?

La réponse à ces deux questions, passe par un préambule important : nous devons changer l'image de l'abstention qui, d'une attitude trop communément jugée comme une attitude négative, doit apparaître désormais comme une attitude positive, une attitude témoignant d'une véritable stratégie politique, porteuse d'un projet constructif, et d'une vision d'avenir.

C'est la première tâche qui incombe à tous les abstentionnistes qui aspirent

réellement à un autre mode de gestion sociétale, c'est à dire à « tous » les abstentionnistes en général, même si cette aspiration n'est pas toujours clairement ou consciemment formulée.

Alors : à quoi sert l'abstention massive ?

Eh bien, l'abstention massive, c'est le moyen le plus radical, le plus efficace et le plus clair, de signifier aux professionnels de la politique, cad aux patrons des diverses PME partidaires,

==> que les citoyens n'ont plus confiance en eux,

==> qu'ils ne veulent plus de cette façon d'organiser la politique,

==> qu'au delà de leur légalité factuelle, les représentants élus ne sont plus légitimes aux yeux du peuple

L'abstention massive est le moyen le plus radical, le plus efficace et le plus clair, de signifier que ce peuple n'est plus d'accord pour déléguer son pouvoir souverain de cette façon et qu'il aspire à autre chose,

Mais à quoi le peuple abstentionniste aspire t-il ?

Cette question, bien sûr, n'est pas encore résolue, mais ce qui est certain, c'est qu'elle est mise sur la table.

Comment cette question peut-elle être traitée, débattue et aboutir à un projet sociétal nouveau, donnant aux citoyens la maîtrise d'une société qui, demain sera confrontée à des contraintes matérielles de plus en plus grandes au fur et à mesure que le temps va s'écouler ?

Cette question, ce problème ne pourra certainement pas être traité par le système politique qui l'a créé, car comme le rappelait très justement A. Einstein : « on ne résout pas un problème avec le mode pensée qui l'a créé ».

C'est donc un nouveau mode de pensée qui doit s'élaborer, au sein d'espaces dédiés à la la réflexion citoyenne, espaces qui doivent être disséminés et multipliés dans toutes les parties et recoins du territoire national.

Il appartient à tous ceux qui rejettent les procédures du système actuel de s'assembler spontanément en dehors de toute tutelle oligocratique, de créer des Assemblées Citoyennes Locales, ouvertes à tous et vouées à devenir le creuset de la politique de demain.

C'est là que doit résider le projet des abstentionnistes : se regrouper dans des Assemblées Citoyennes Locales, partout en France afin de suivre, à l'aide de moyens à déterminer et en toute souveraineté, les agissements de la représentation .

Nous en reparlerons

